



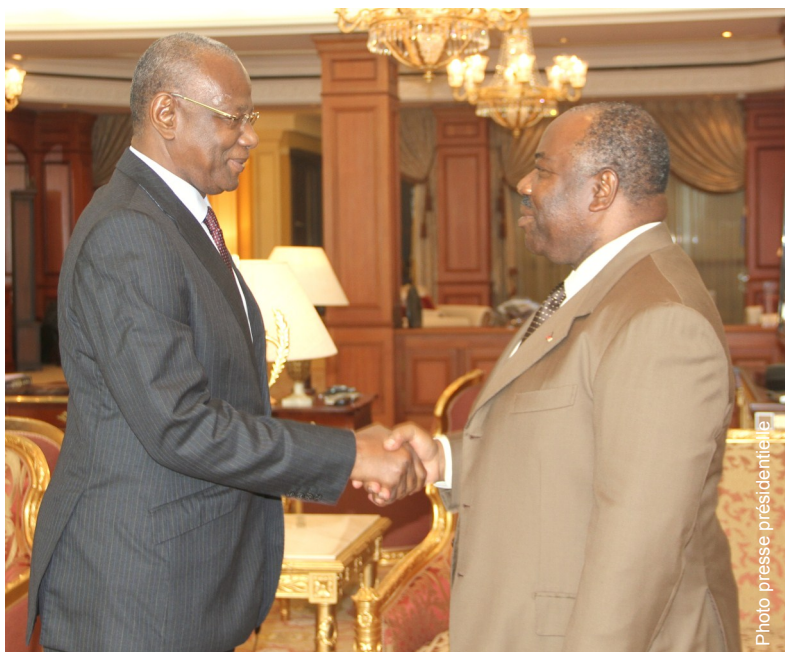
LES ECHOS DE LA CITE



Bulletin mensuel d'information du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA • N° 29 • SEPTEMBRE 2014

Mise en œuvre du mandat de l'UNOCA : soutien renouvelé du Chef de l'Etat gabonais

Le Président Ali Bongo Ondimba et le nouveau Représentant spécial du SG de l'ONU pour l'Afrique centrale ont échangé sur les questions d'intérêt commun lors d'une audience au palais présidentiel le 19 septembre à Libreville, siège de l'UNOCA.



Le Représentant spécial et Chef de l'UNOCA, M. Abdoulaye Bathily, a été reçu en audience le 19 septembre au Palais de bord de mer de Libreville par le Président Ali Bongo Ondimba (photo). Il a remercié le chef de l'Etat gabonais pour son accueil chaleureux et pour les dispositions prises pour permettre au Bureau dont il a la charge de remplir son mandat avec efficacité.

M. Abdoulaye Bathily a ensuite passé en revue les missions de l'UNOCA ainsi que les défis politiques et sécuritaires qui l'interpellent. En dehors de la piraterie maritime dans le golfe de Guinée et le phénomène de braconnage, il a notamment évoqué les activités des groupes terroristes tels que la secte nigériane Boko Haram qui menace la stabilité de certains pays de la sous-région (Cameroun et Tchad), l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) qui opère en République Centrafricaine (RCA) et en République démocratique du Congo (RDC).

M. Bathily a exprimé sa satisfaction pour la disponibilité du Président gabonais à continuer à soutenir les actions de l'ONU dans le cadre de la diplomatie préventive et, le cas échéant, dans la gestion pacifique des conflits.

Il était accompagné au Palais de bord de mer par M. Anatole Ayissi, Chef de Cabinet.

Visite de courtoisie : le Représentant spécial reçu par le Président sénégalais



Le Représentant spécial du SG/ONU (RSSG) a rendu une visite de courtoisie au Président sénégalais Macky Sall le 1^{er} septembre 2014. Leurs discussions ont porté sur les questions transversales, y compris la lutte contre la piraterie maritime dans le golfe de Guinée. L'UNOCA et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) basé à Dakar (Sénégal) ont été mandatés par le Conseil de sécurité pour travailler conjointement sur ce dossier. Ils ont accompagné les efforts des Etats concernés dans l'organisation du Sommet de

Yaoundé (juin 2013) sur la sûreté et la sécurité maritimes dans cette région. Le Président sénégalais a réitéré le soutien de son pays à la mise en œuvre des conclusions dudit Sommet.

Lors de sa visite, le Chef de l'UNOCA était accompagné par trois collègues : Joyce Swensson (Responsable des Ressources humaines), Sherwin Das (Conseiller politique) et Boris Tchoumavi (Assistant spécial du RSSG).

Séance de travail avec les collègues du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest

Lors de sa mission à Dakar, fin août-début septembre, M. Abdoulaye Bathily a eu des séances de travail avec son collègue de l'UNOWA, M. Said Djinnit, qui a récemment rejoint son nouveau poste d'Envoyé spécial du SG pour les Grands Lacs. Les deux hauts officiels onusiens ont partagé leurs expériences dans la gestion quotidienne de leur bureau respectif. La réunion était élargie aux conseillers politiques et aux représentants des services opérationnels des deux institutions. Ils ont décidé de poursuivre la collaboration afin de réfléchir ensemble sur les voies et moyens de prévenir et de gérer les conflits dans leurs régions.

Piraterie maritime dans le golfe de Guinée : le Centre interrégional de coordination opérationnel



Le Centre interrégional de coordination (CIC) pour la sûreté et la sécurité maritimes dans le Golfe de Guinée a été inauguré le 11 septembre 2014 à Yaoundé (Cameroun) par le Ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense, M. Edgar Alain Mebe Ngo'o.

La cérémonie a eu lieu en présence de M. Pierre Moukoko Mbonjo, Ministre camerounais des Relations extérieures ainsi que de MM. Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations pour l'Afrique centrale ; Kadré Désiré Ouedraogo, Président de la Commission de la CEDEAO ; Ahmad Allam-mi, Secrétaire général de la CEEAC et Mme Florentina Adenike Ukonga, Secrétaire exécutive de la Commission du golfe de Guinée (CGG). Plusieurs partenaires stratégiques y ont également pris part, démontrant ainsi la ferme volonté de la communauté internationale d'enrayer les actes illicites commis en mer.

La recrudescence de la criminalité maritime dans le golfe de Guinée a en effet suscité une prise de conscience collective dans cette région où l'insuffisance de la coopération entre les Etats concernés avait permis aux réseaux criminels transfrontaliers de densifier et de diversifier leurs activités depuis l'hinterland

jusqu'à la haute mer, en passant par les zones (CEDEAO) et de la Commission du Golfe de d'activités économiques côtières. D'après Guinée (CGG), ont adopté une stratégie régio-



plusieurs sources, le nombre d'actes de piraterie et de brigandage dans cet espace maritime est passé de 56 en 2010 à 130 en 2013.

Sommet de Yaoundé

C'est dans ce contexte que, conformément aux Résolutions 2018 (2011) et 2039 (2012) du Conseil de Sécurité des Nations Unies, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

nale lors du Sommet de Yaoundé (24-5 juin 2013). Cette stratégie a pour but de juguler ce phénomène qui met en péril la navigation internationale, la sécurité, la stabilité et le développement économique des pays concernés. Sa mise en œuvre est assurée par le Centre interrégional de Coordination, dont la direction exécutive a été confiée au Colonel Abdourahmane Dieng, de nationalité sénégalaise. M. Charles Maphasi, de la République démocratique du Congo, en est le Directeur exécutif adjoint. Ils ont été nommés à titre intérimaire pour six mois.



L'aboutissement d'un processus de suivi bien mené

Après le Sommet de Yaoundé, les Parties aux Accords adoptés dans la capitale camerounaise et le pays hôte du CIC se sont rencontrés successivement en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest pour poser les jalons de la mise en place effective dudit Centre. Les réunions initiales, qui ont eu lieu à Libreville (Gabon, 31 juillet 2013), à Dakar (Sénégal, 25-26 octobre 2013), à Abuja (Nigeria, 18-20 novembre 2013) et à Accra (Ghana, 17-21 mars 2014), ont préparé les trois sessions du Groupe interrégional de travail composé d'Experts de la CEEAC, de la CEDEAO, de la CGG, du pays hôte ainsi que de ceux de la communauté des partenaires stratégiques et techniques du CIC. Ces consultations ont été décisives dans la mise en place de cet important outil de prévention et de répression des actes de piraterie maritime dans le golfe de Guinée. Le Colonel François Ndiaye, Conseiller militaire et Point focal UNOCA pour cette activité, a participé à toutes les étapes du processus.

ARMEE DE RESISTANCE DU SEIGNEUR : CHOSES VUES ET ENTENDUES A OBO ET A DUNGU

Dans une caserne militaire de Dungu, des armes saisies aux éléments de la LRA ont été présentées à la mission de l'UNOCA .

© J.C Rodriguez /Consultant LRA/UNOCA

Deux collègues de la Section politique en charge du dossier relatif à l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) ont effectué une mission en République Centrafricaine (RCA) du 12 au 20 d'août afin d'évaluer l'impact de la menace de ce groupe sur les populations ainsi que les efforts menés par la Force régionale d'intervention (Union africaine) pour y mettre fin. Témoignages. L'un des temps forts de la visite était le séjour à Obo, dans le Sud-est, où ils ont constaté quelques avancées dans ce vaste chantier. Les attaques ont changé d'épicentre grâce au travail de la Force africaine et des conseillers militaires présents sur le terrain. Cependant, les quelque 6000 habitants de ce chef-lieu de la préfecture du Haut-Mbomo ont encore du mal à se libérer du traumatisme accumulé pendant les six ans vécus sous la menace permanente des hommes de Joseph Kony, leader de la LRA.

Par ailleurs, de nombreuses personnes déplacées (environ 10 000) redoutent toujours un retour dans les villages qu'ils ont dû quitter pour se mettre à l'abri des atrocités de ce groupe armé. Chaque jour, ils parcourent plusieurs kilomètres pour se rendre dans les champs pour la culture du manioc, des arachides et du maïs, souvent la peur au ventre. Cette crainte est accentuée par le fait qu'en réalité, la LRA n'est pas encore complètement hors du territoire centrafricain, une partie de ce mouvement étant signalé dans plusieurs régions et villages, dont Nzako, Boukpumay et Yalinga. Ses éléments profitent notamment de l'environnement politique actuel en RCA pour prospérer dans certaines zones non contrôlées par les autorités compétentes, même s'ils luttent pour la survie.

Etat des lieux différent en RDC

Par contre, la situation est différente en République démocratique du Congo (RDC), particulièrement à Dungu (Nord-est) où les experts de l'UNOCA ont également effectué une mission, du 6 au 11 septembre. La LRA continue à y enlever des paysans, à piller les villages et à semer la terreur. Mais le nombre de déplacés a sensiblement baissé, passant d'environ 326 000 (décembre 2013) à peu près 113 000 aujourd'hui. La MONUSCO et les Forces de la RDC (FARDC) mènent également des opérations conjointes pour favoriser les défections parmi les combattants encore fidèles à Kony. Des forces congolaises ont aussi confié à nos collègues que des patrouilles leur ont permis de procéder à la saisie des armes utilisées par des éléments de la LRA - par ailleurs soupçonnés de s'adonner au braconnage des éléphants pour financer leurs activités.

De manière générale, la violence de la LRA semble avoir cessé de retenir une forte attention de la communauté internationale. Beaucoup



d'efforts méritent d'être faits afin que les ONG, les bailleurs de fonds et la communauté diplomatique s'impliquent davantage dans la bataille pour l'élimination définitive de cette « force négative » qui, bien qu'affaiblie, reste un poison dangereux pour les populations civiles.



D'après un récit de Jeffrey Means et Jose Carlos Rodriguez, de retour de la RCA et de la RDC

LUTTE CONTRE LA LRA : NECESSITE DE CONTINUER A TRAVAILLER DE FAÇON CONCERTEE

La réunion des Points focaux des parties prenantes dans la lutte contre la LRA a eu lieu du 15 au 16 septembre à Entebbe (Ouganda). Une quarantaine d'experts a pris part à cette rencontre biannuelle, y compris ceux issus des Nations Unies, de l'Union africaine (UA), des pays affectés, des partenaires au développement, des ONG, etc. Ils ont décidé de continuer à travailler de manière concertée sur ce dossier, y compris sur la mise en œuvre effective de la stratégie régionale de lutte contre la LRA adoptée en 2012.



La réunion d'Entebbe a été co-présidée par le Général Jackson Kiprono Tuwei, Envoyé spécial de l'UA pour la LRA, et M. Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale et chef de l'UNOCA.





siennes (voir page suivante). Le public, venu nombreux, a apprécié ce grand moment de partage et de communion, qui l'a davantage rapproché des objectifs poursuivis par l'ONU. On y notait, entre autres, la présence d'une trentaine de pensionnaires de deux centres d'accueil d'enfants en difficulté invités par l'UNOCA.

La couverture sanitaire a été assurée par le Bataillon des sapeurs pompiers, que nous remercions infiniment.



Les Sapeurs-pompiers au sommet de la colombe

Le Tournoi de la Paix organisé le 20 septembre au stade de la Gendarmerie nationale de Libreville a été remporté par l'équipe des Sapeurs-pompiers en présence du Représentant spécial et Chef de l'UNOCA, qui lui a remis un trophée (photo ci-dessus). Elle a totalisé 8 points, devant le « Tout Puissant Obaka », la formation de Gabon TV (6 points), champion de la première édition en 2013.

Les Forces de police nationale (5 points), les Nations Unies (4 points) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC, 2 points) ont également participé à cet événement mis en place dans le cadre de la Journée internationale de la Paix célébrée le 21 septembre chaque année (Voir tous les résultats ci-dessous).

Toutes les équipes ont reçu un trophée surplombé par une colombe, symbole de la non-violence. Une façon de rappeler qu'ici, l'essentiel n'était pas d'être champion, mais de participer à une activité citoyenne. Au-delà du jeu, il y avait en effet un enjeu essentiel : utiliser le sport en général et le football en particulier non seulement comme un outil de promotion des droits de l'homme et de la diversité, mais aussi et surtout comme un facteur important de rassemblement. Il s'agit d'une plate-forme idéale pour célébrer, dans le fair-play et la convivialité, la paix comme valeur universelle sans laquelle tout développement durable est impossible. A cet égard, une campagne de sensibilisation et d'information a eu lieu en marge du Tournoi, à travers une exposition ayant regroupé plusieurs institutions onu-

Tous les résultats

Séries	Combinaisons	Scores
1 ^{er} match	Tout puissant Obaka (Gabon TV) / Sapeurs-pompiers	0-0
2 ^e match	Forces de police nationale / ONU FC	2-0
3 ^e match	Sapeurs-pompiers / Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)	6-0
4 ^e match	Tout puissant Obaka (Gabon TV) / Forces de police nationale	0-0
5 ^e match	ONU FC / Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)	2-0
6 ^e match	Sapeurs-pompiers / Forces de police nationale	1-0
7 ^e match	Tout puissant Obaka (Gabon TV) / ONU FC	1-0
8 ^e match	Forces de police nationale / Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)	0-0
9 ^e match	Sapeurs-pompiers / ONU FC	0-0
10 ^e match	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) / Tout puissant Obaka (Gabon TV)	0-0

Classement général

Rang	Equipes	Points	BP	BC	Différence
1	Sapeurs-pompiers	8	7	0	+7
2	Tout puissant Obaka (Gabon TV)	6	1	0	+1
3	Forces de police nationale	5	2	1	+1
4	ONU FC	4	2	3	-1
5	Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)	2	0	8	-8

Espace de promotion des droits de l'Homme et de sensibilisation contre le VIH...



En collaboration avec le Centre des Nations Unies pour droits de l'Homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC) basé à Yaoundé, l'UNOCA a tenu un stand lors de l'exposition organisée en marge de la deuxième édition du Tournoi de la Paix, le 20 septembre. L'occasion de mettre à la disposition du public des posters, brochures et autres documents sur les droits de l'Homme et de répondre aux multiples préoccupations de nombreux visiteurs. Parmi ceux-ci, des journalistes, qui ont manifesté leur curiosité par rapport aux questions liées à la liberté d'expression. Des membres de la Croix rouge gabonaise ont exprimé un intérêt particulier sur des aspects relatifs, entre autres, aux droits des réfugiés.

Par ailleurs, des échanges avec des jeunes ont permis d'apprécier leur connaissance des droits de l'Homme. Deux enfants d'une dizaine d'années chacun ont ainsi pu comprendre qu'ils ont non seulement des droits, mais aussi qu'ils sont tenus de respecter les droits et les règles de la vie en société. La visite du stand de l'UNICEF a enrichi leur expérience de cette journée inoubliable à laquelle s'est associée une représentante du Ministère des droits de l'Homme, de l'Égalité des chances et des Gabonais de l'étranger.

L'événement, qui s'est déroulé dans une ambiance chaleureuse et conviviale, a également connu la participation de l'UNFPA ainsi que celle de l'ONUSIDA - dont la campagne de sensibilisation et de prévention contre le VIH a été très bien accueillie.

En dehors du grand public, les stands ont été visités par des chefs d'agences de l'ONU à l'instar de M. Jacques Boyer (Représentant de zone de l'UNICEF) et Mme Tack Inge (Directrice pays/ONUSIDA), qui avait auparavant donné le coup d'envoi du Tournoi en présence, entre autres, de MM. David E. Mintsas (Directeur général de Gabon TV), Vasyl Sydorenko (Chef d'Appui à la mission/UNOCA), etc.

21 septembre 2014 : magnifier le fair-play et l'effort pour cultiver la paix



Dans une adresse au public puis un entretien avec la presse à l'issue du Tournoi de la Paix du 20 septembre, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily, a lancé un vibrant appel afin que « les armes se taisent » partout où elles sont utilisées comme moyen d'expression ou de revendication. Il a prôné la réconciliation et le retour à la paix dans les pays en crise, encourageant les filles et les fils de la sous-région à cultiver davantage les valeurs comme le fair-play, le dialogue, la tolérance, la fraternité ainsi que le sens du compromis et de l'effort.

Rappelant le « droit des peuples à la paix », M. Abdoulaye Bathily, par ailleurs Chef de l'UNOCA, a condamné les activités des groupes terroristes qui menacent la stabilité et la sécurité de l'Afrique centrale, y compris celles de la secte nigériane Boko Haram, dont les conséquences sur le Cameroun et le Tchad voisins sont préoccupantes. Il s'est également dit inquiet par rapport aux actes de piraterie maritime dans le golfe de Guinée et l'ampleur du braconnage des espèces protégées - notamment des éléphants. M. Bathily salue les efforts

des Etats de la région dans la lutte contre ces phénomènes et réaffirme la détermination des Nations Unies à continuer à les soutenir.

Ban Ki-moon : « la paix et la sécurité sont indispensables au progrès social et au développement durable »

Extrait du message du Secrétaire général de l'ONU. Au Gabon, il a été lu par Mme Marie-Evelyne Petrus-Barry, Coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies. Remerciements à Gabon TV qui en a fait large diffusion.



Le fondement des Nations Unies est l'engagement de préserver les générations futures du fléau de la guerre.

La paix est un long chemin que nous devons parcourir ensemble, pas à pas, dès aujourd'hui.

[...] J'invite chacun à réfléchir à la paix, au sens qu'elle revêt pour la grande famille humaine.

J'invite chacun à chérir la paix et à la nourrir dans son cœur pour qu'elle croisse et s'épanouisse.

© ONU/Marc Garten

« Aujourd'hui [21 septembre 2014], nous célébrons la Journée internationale de la paix. Chaque année, à cette occasion, l'Organisation des Nations Unies appelle à un cessez-le-feu mondial.

Nous demandons aux combattants de déposer les armes pour que chacun, partout, puisse humer le parfum de la paix.

Les conflits armés plongent des familles, des groupes et des pays entiers dans la douleur.

Aujourd'hui, d'innombrables personnes souffrent de la brutalité de fauteurs de

guerre et de terroristes. Nous devons leur manifester notre solidarité.

La paix et la sécurité sont indispensables au progrès social et au développement durable. C'est pourquoi, il y a trente ans, l'ONU a affirmé que les peuples ont le droit à la paix.

Ces douze prochains mois, nous célébrerons le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation.

Le fondement de cette organisation est l'engagement de préserver les générations futures du fléau de la guerre.

Nous avons beaucoup progressé. Mais il reste beaucoup à faire. Nous devons étouffer l'extrémisme et nous attaquer aux causes profondes des conflits.

La paix est un long chemin que nous devons parcourir ensemble, pas à pas, dès aujourd'hui.

[...] J'invite chacun à réfléchir à la paix, au sens qu'elle revêt pour la grande famille humaine.

J'invite chacun à chérir la paix et à la nourrir dans son cœur pour qu'elle croisse et s'épanouisse ».



LA FETE EN QUELQUES IMAGES



Une publication de l'Unité de l'Information publique

Conception et réalisation : Norbert N. Ouendji | Courriel : ouendji@un.org cc : piounoca@un.org

Tél. Bur. +(241) 01 74 14 01 - Mob . +(241) 05 72 23 23 | B.P : 23773 Libreville, Gabon

Web: <http://unoca.unmissions.org> | twitter.com/UNOCA_NEWS